

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction de l'Insertion
0413317376

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 18 OCTOBRE 2019
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : MME MARINE PUSTORINO**

OBJET : Actions d'encadrement socioprofessionnel au sein de structures d'insertion par l'activité économique : conventions avec les entreprises d'insertion régie service 13 et régie arlésienne de développement solidaire (Regards).

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, sur proposition de Madame la déléguée à l'insertion sociale et professionnelle, soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

Le Département est en charge de la politique publique d'insertion sociale et professionnelle. La loi précise que chaque bénéficiaire du revenu de solidarité active (BRSA) a droit à un accompagnement social ou professionnel, adapté à ses besoins, réalisé avec un référent de parcours, de façon à retrouver un emploi. Le Conseil départemental finance dans son programme départemental d'insertion (PDI) des dispositifs portés par des partenaires en participant non seulement aux dépenses de structures mais en tenant compte aussi des résultats obtenus.

Les demandes présentées dans ce rapport relèvent de la politique obligatoire d'insertion. Il s'agit de renouvellement d'actions d'accompagnement socioprofessionnel, portées par les entreprises d'insertion régie service 13 et régie arlésienne de développement solidaire (Regards).

Le Conseil départemental accompagne les parcours des BRSA vers la reprise d'activité, notamment dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce secteur permet aux personnes en difficulté sociale et professionnelle d'acquérir une expérience professionnelle puis d'accéder à un emploi durable par le développement d'un savoir-être et d'un savoir-faire.

A cette fin, les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) assurent un encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel dénommés « tutorat ».

Les règles concernant le financement de ces structures ont été adoptées par délibération n° 258 de la Commission permanente du 29 juin 2007.

Les entreprises d'insertion (EI) produisent et commercialisent des biens ou des services en employant des personnes qui cumulent des difficultés sociales et professionnelles. Elles favorisent l'acquisition et la validation d'expériences et de compétences, la construction de projets professionnels et l'accès à l'emploi durable.

Les objectifs et résultats attendus des EI sont les suivants :

- consolider les compétences professionnelles ;
- acquérir une expérience professionnelle valorisable ;
- favoriser le retour à l'emploi dans le secteur économique classique.

Dans ce cadre, pour les renouvellements d'actions, le Département finance :

- l'accompagnement socioprofessionnel des BRSA recrutés sur l'action pour un montant de 1 500 €/an/poste ;
- la sortie positive en emploi de tout salarié BRSA à hauteur de 2 500 €

Ce rapport concerne le financement de 2 EI décrites en détail dans les tableaux annexés, pour un total de 28 postes BRSA soit un montant de 57 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission permanente de prendre la délibération ci-après.

Signé
La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL